

Cabinet MERCIÉ
Société d'Avocats

29, rue de Metz
31000 TOULOUSE
Tél. 05.34.45.54.00
Fax. 05.61.22.58.88
avocats@cabinetmercier.com

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

LIQUIDATION JUDICIAIRE DU 29 AOUT 2022

Ordonnance n° 2006-461 du 21 avril 2006 et
Décret n° 2012-783 du 30 mai 2012
Articles L.642-18 et suivants du Code de Commerce
Articles R 642-27 et suivants du Code de Commerce

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront vendus au

Plus offrant et dernier enchérisseur, à l'audience

Du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire

De TOULOUSE, 2 Allées Jules Guesde – BP 7015

31068 TOULOUSE CEDEX 7,

Les biens ci-après désignés.

POURSUIVANT :

La SELARL JULIEN PAYEN, prise en la personne de Maître Julien PAYEN, Mandataire judiciaire, dont les bureaux sont situés 54 Rue Pargaminières – CS 18501 à TOULOUSE CEDEX 6 (31685), agissant en sa qualité de mandataire à la liquidation judiciaire de la  nommée à ses fonctions par jugement rendu par le Tribunal de Commerce de TOULOUSE en date du 29 août 2022.

Pour qui domicile est élu chez Maître Catherine BENOIDT-VERLINDE, de la Société Cabinet MERCIÉ, SCP d'Avocats associés au Barreau de Toulouse y demeurant 29 Rue de Metz.

Qui se constitue à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de vente et leurs suites.

AU PREJUDICE DE :

 AVOVENTES.FR

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES :

La présente vente est poursuivie EN VERTU :

- d'un jugement rendu le 23 juin 2022 par le Tribunal de Commerce de TOULOUSE, qui a ordonné l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la **SARL** désignée la SELARL JULIEN PAYEN, prise en la personne de Maître Julien PAYEN, sus nommée en qualité de mandataire judiciaire.

- d'un jugement rendu le 29 août 2022 par le Tribunal de Commerce de TOULOUSE, qui a prononcé la liquidation judiciaire de la **SARL** et désignée la SELARL JULIEN PAYEN, prise en la personne de Maître Julien PAYEN, sus nommée en qualité de liquidateur.

- d'une Ordonnance rendue le 14 novembre 2024 par Monsieur **Juge** au Tribunal de Commerce de TOULOUSE et Juge Commissaire à la liquidation judiciaire de la **SARL** ayant ordonné la vente aux enchères publiques de l'immeuble saisi désigné ci-dessous.

Ladite ordonnance publiée au Service de la Publicité Foncière de TOULOUSE 3, le 31 décembre 2024, Volume 2024 S, numéro 121.

Dont une copie est ci-après annexée.

DESIGNATION :

DANS UN ENSEMBLE IMMOBILIER EN COPROPRIETE, situé sur la commune de TOULOUSE (31200), 27 Rue André Vasseur, figurant au cadastre de TOULOUSE – LA ROSERAIE, sous les références suivantes

- Section 833 AP numéro 80 d'une contenance de 17 ares 86 centiares
- Section 833 AP numéro 215 d'une contenance de 19 ares 80 centiares
- Section 833 AP numéro 231 d'une contenance de 05 ares 13 centiares
- Section 833 AP numéro 232 d'une contenance de 12 ares 70 centiares
- Section 833 AP numéro 233 d'une contenance de 03 ares 94 centiares
- Section 833 AP numéro 234 d'une contenance de 14 ares 25 centiares
- Section 833 AP numéro 235 d'une contenance de 35 centiares

***Le Lot numéro 449** : un emplacement pour voiture automobile, situé au sous-sol du bâtiment A, portant le numéro 17 sur le plan schématique du sous-sol du bâtiment A, et les 5/10.000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

***Le Lot numéro 450** : un emplacement pour voiture automobile, situé au sous-sol du bâtiment A, portant le numéro 18 sur le plan schématique du sous-sol du bâtiment A, et les 5/10.000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Ledit immeuble ayant fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété suivant acte de Maître VIGNEAU-DEMARS, Notaire à VILLEFRANCHE-DE-LAURAGAIS (31), en date du 13/01/2007, publié au 1er bureau des hypothèques de TOULOUSE, le 02/03/2007, Volume 2007 P, numéro 2771, avec modificatif en date du 23/06/2007, publié le 10/08/2007, Volume 2007 P, numéro 9302.

Il a par ailleurs fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété en date du 30/01/2008, publié le 18/02/2008, Volume 2008 P, numéro 2148, avec modificatif de l'état descriptif de division en date du 13 janvier 2011, publié le 16 mars 2011, Volume 2011 P, numéro 5213, et enfin d'une fusion de copropriété suivant acte de Maître GRANDJEAN, Notaire à TOULOUSE, en date du 23 septembre 2015, publié le 22 octobre 2015, Volume 2015 P, numéro 13926

Ainsi au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et circonstances, droits de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

ORIGINE DE PROPRIETE :

©AVOVENTES.FR

biens ci-dessus désignés pour les avoir acquis suivant acte de Maître Pascale Maître VIGNEAU-DEMARS, Notaire à VILLEFRANCHE-DE-LAURAGAIS (31), en date du 18/11/2010, publié au 1er bureau des hypothèques de TOULOUSE, le 2 décembre 2010, Volume 2010 P, numéro 16491.

ADJUDICATION

L'audience d'adjudication aura lieu le :

JEUDI 12 JUIN 2025 à 14 HEURES

Devant le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire TOULOUSE, statuant en matière de saisie immobilière, au lieu ordinaire de ses audiences Palais de Justice, 2 Allées Jules Guesde – BP 7015 – 31068 TOULOUSE CEDEX 7.

DESCRIPTION :

Telle qu'elle résulte d'un procès-verbal de description dressé par la SELARL PELISSOU, Commissaire de Justice à TOULOUSE, en date 22 janvier 2025 ci-après reproduit :

EXPERTISES :

Le Cabinet d'expertises CEFAA, 28 Rue des 36 ponts 31400 TOULOUSE, a établi en date du 29 janvier 2025 concernant l'immeuble saisi :

- un état du bâtiment relatif à la présence de termites,
- un état des risques et pollutions,
- un état des nuisances sonores aérodromes.

Une copie de ces rapports est ci-après annexée.

MISE A PRIX :

18 000 €

DIX HUIT MILLE EUROS

Avec faculté de baisse, en cas de carence d'enchères, du quart puis de la moitié.

Fait et rédigé par moi, avocat de la partie poursuivante, soussigné.

Toulouse le 26 février 2025

Me Catherine BENOIDT-VERLINDE, avocat signé



CABINET MERCIÉ
SOCIÉTÉ D'AVOCATS
29, rue de Metz - 31000 TOULOUSE
Tél. 05 34 45 54 00 - Fax : 05 61 22 58 88
avocats@cabinetmercier.com.fr